



Elections Professionnelles

Du 30 novembre au 06 décembre 2018

Plus inquiétantes sont les difficultés dont on nous fait part dans le versant hospitalier, dans les établissements où les deux modes de scrutin coexistent, ce qui représente une certaine lourdeur en matière de gestion. Surtout, certains établissements se lancent dans le scrutin électronique un peu à la dernière minute ce qui fait craindre des difficultés, y compris pratiques.

Enfin, nous dénonçons la pression qui a été exercée sur des candidats potentiels de notre syndicat EFA-CGC à l'ONF, concernant leur déroulement de carrière. L'avocate saisie du sujet a écrit à la DGAPP, au ministre. C'est inadmissible. Nous restons très vigilants à ce sujet.

AEF info : Les difficultés des organisations syndicales à faire entendre leur voix dans la concertation actuelle risquent-elles de remettre en cause auprès des agents leur rôle et leur capacité à être efficaces ? Et, par conséquent, faut-il repenser le syndicalisme dans la fonction publique et si oui, comment ?

Nathalie Makarski : Le syndicalisme, c'est comme les abeilles : s'il disparaît, on dira qu'il était utile. Je crois que cela résume tout à fait la situation actuelle. Nous n'avons pas forcément conscience du rôle des syndicats au quotidien. Or avec ce que le gouvernement envisage, des associations, des coordinations, risquent de prendre la place des syndicats, sans en avoir la légitimité et que le gouvernement aura du mal à gérer ensuite.

Plus largement, nous nous interrogeons sur les fondements du syndicalisme. Nous travaillons sur le sujet du renouveau syndical, de nouvelles formes d'expression à trouver dans une société qui évolue. Nous espérons dégager des orientations pour le premier trimestre 2019. Nous sommes très attachés à la tenue du dialogue social qui doit se faire à tous les niveaux. Mais ce qui manque essentiellement aujourd'hui, c'est la nécessité de placer l'humain au cœur des réformes. Le gouvernement n'a pas cette volonté. Selon lui, l'agent est en poste aujourd'hui, demain il sera ailleurs, et ensuite il ira dans le privé et ce sera encore mieux.

AEF info : Considérez-vous que les organisations syndicales représentatives de la fonction publique sont trop nombreuses ?

Nathalie Makarski : Non, c'est une question de pluralité même si certaines revendications peuvent se rejoindre, comme ce fut le cas lors des journées – historiques – de mobilisation unitaires. Nous sommes notamment opposés à ce que le nombre de sièges au CCFP soit réduit. Nous avons tous une voix à faire entendre, et ce n'est pas en écrasant le voisin qu'il est possible de se faire de la place ; il y a de la place pour tout le monde. Nous pensons qu'il est important de garder cette pluralité qui est essentielle pour faire entendre la voix des agents. Si nous voulons qu'un maximum d'agents se retrouve dans le monde syndical, ce ne sera pas en lui proposant une offre réduite.

La volonté du gouvernement est de diminuer le rôle des organisations syndicales. C'est la raison pour laquelle nous avons tant critiqué le chantier n° 1, consacré au dialogue social, car la suppression des CHSCT et vider les CAP de leur contenu ne va pas dans le bon sens. Cela va complètement priver les organisations syndicales de moyens et de leur raison d'être. De plus, cela ne joue pas non plus en faveur des usagers qui n'auront plus de moyens d'être écoutés ni d'être défendus

À titre d'exemple, nous commençons à le vivre au ministère de l'Intérieur, la mobilité au fil de l'eau s'est mise en place pendant la campagne électorale, anticipant ainsi un peu la réforme. Contrairement à ce qui est prévu à l'article 60 du statut de la fonction publique de l'État relatif aux CAP, l'ensemble du mouvement (et non pas seulement les régularisations exceptionnelles) va passer à la régularisation à la première CAP qui suivra les élections. La campagne a été lancée via la BIEP ; les agents postulent auprès des services recruteurs, qui les sélectionnent puis tout est envoyé au niveau central, qui prend l'arrêté pour muter la personne. Le constat ? Cela permet non seulement d'écartier les organisations syndicales, car nous ne sommes mis dans la boucle qu'a posteriori, mais aussi d'alimenter le mécontentement des agents. Notre rôle en tant que régulateurs est d'expliquer à nos collègues pourquoi ils n'ont pas été retenus. Et ceux-ci sont furieux parce qu'ils n'ont aucune information. C'est complètement opaque ; nous ne savons pas sur quels critères les choix sont faits. Et, au-delà, l'administration est bien en peine de gérer en interne ces mouvements. C'est une catastrophe.

En tant que corps intermédiaire, les organisations syndicales ont aussi un rôle de facilitateur, de médiateur, d'apaisement dans certains cas, et la disparition des syndicats traditionnels tel que l'organise actuellement le gouvernement dans le cadre du chantier n° 1 va conduire à des dérives importantes et à une dégradation sensible et rapide du climat dans les services.

AEF info : Comment concilier dans ces conditions maintien du front syndical et campagne électorale à un mois tout juste des élections ?

Nathalie Makarski : Le front syndical a plutôt bien tenu, même en cette période de campagne électorale qui est très particulière. Nous nous sommes tous retrouvés récemment autour de la table, afin de discuter de l'avenir post-scrutin et des actions à mener. Sur les points fondamentaux, les quatre chantiers, le rendez-vous salarial, nous sommes sur des positions communes. Nous avons également évoqué le protocole égalité professionnelle, un sujet majeur qui nous rassemble tous.

Pendant la campagne électorale, une pause est toutefois nécessaire ; chacun a ses revendications propres à défendre, revient à ses fondamentaux, fait passer ses messages, va au plus proche du terrain et envisage sa campagne comme il l'entend. Mais ce n'est pas en nous attaquant mutuellement que nous allons parvenir à nous faire plus de place ; il y a de la place pour tout le monde. Par conséquent, sauf secteurs particuliers dans lesquels des tensions peuvent apparaître, au niveau national, nous considérons que c'est justement en agissant ensemble et en restant unis que nous pouvons être plus forts. Les échanges continuent donc, afin qu'ensuite, nous puissions trouver des points convergents sur lesquels discuter. À cet égard, il est important de souligner que l'unité actuelle est sans précédent.

Front syndical et campagne électorale ne sont par conséquent pas incompatibles. Fort probablement, le gouvernement croyait que nous allions tomber dans le piège et nous combattre, ce qui n'est pas le cas. À notre niveau, nous essayons que cela tienne le plus longtemps possible.

F²r´ejg"pÅ"7;6;:6"

Rct"ENCTKUUG"LC [""O [TKCO"OCTKQVVG

"Ú~àj̄...^ |^ €!ĐFFĐG€F! e FG@Í€"

, , , "Tgr tqf wevkqp"kpvgf fkvg" , , , "



cliquez, votez

